



ITU GSR KAMPALA2024

Kampala, Ouganda, 1er-4 juillet 2024

Rapport du Président



Réglementer pour produire des effets

ITUGSR
KAMPALA2024

Réglementer pour produire des effets

600+ participants



75+ pays représentés



50+ invités de marque



45+ contributions aux lignes directrices relatives aux bonnes pratiques



14+ séances interactives



La 23ème édition du Colloque mondial des régulateurs (GSR-24) s'est tenue à Kampala, en Ouganda, du 1er au 4 juillet 2024, sur le thème "Réglementer pour produire des effets". L'événement a réuni plus de 600 participants de plus de 77 pays, notamment des ministres et des vice-ministres (10), des directeurs d'organismes de régulation et de hauts dirigeants d'entreprises (plus de 50).

Le GSR-24 était organisé par l'Union internationale des télécommunications (UIT), en collaboration avec le Gouvernement de l'Ouganda. Il était présidé par M. William Nyombi Thembo, Directeur exécutif de la Commission des communications de l'Ouganda (UCC).

Une série de manifestations spéciales ont eu lieu le 1er juillet, notamment la réunion des Associations régionales des régulateurs (RA) et du Réseau des régulateurs du numérique (DRN), ainsi que la Table ronde des responsables des organismes de régulation. Le Groupe consultatif de professionnels chargé des questions de développement et les Directeurs de la réglementation du secteur privé (IAGDI-CRO) se sont réunis le 2 juillet. Le 3 juillet, une session du Réseau de femmes (NoW) du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT a été organisée, dans le but d'étudier des mécanismes favorisant une plus grande participation des femmes dans les domaines liés aux TIC et de combler les inégalités entre les femmes et les hommes aux fonctions de direction dans le secteur

des TIC. Une exposition, qui s'est tenue du 1er au 4 juillet, a également permis de mettre en valeur les dernières innovations technologiques dans le domaine du numérique portées par les entreprises du secteur des TIC au niveau international et local et de présenter leurs applications. Au fil du programme du GSR, les discussions ont porté sur l'optimisation des possibilités offertes par le numérique, l'économie spatiale, la connectivité universelle, la transformation numérique, l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) et de la robotique pour produire des effets positifs, des services financiers numériques sûrs et inclusifs, la nécessité d'une réglementation souple et le rôle du numérique pour lutter contre les changements climatiques.

Les régulateurs du monde entier ont établi et approuvé les lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR-24 sur le thème "Contribuer à fixer le cap pour des technologies porteuses de transformations positives". Ces lignes directrices peuvent aider les régulateurs des TIC à créer un environnement réglementaire qui permette le déploiement d'infrastructures de pointe pour soutenir les sociétés et les économies numériques de l'avenir. Elles définissent également des mesures visant à limiter les risques et à exploiter au mieux les avantages sociaux et économiques des technologies porteuses de transformations. Ces lignes directrices figurent en annexe du présent rapport et peuvent être consultées en ligne sur le site web du GSR-24 à l'adresse suivante: www.itu.int/gsr24.

Sessions principales du GSR

Cérémonie d'ouverture



La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence d'hôtes de marque:

- S. E. la Commandante (retr.) Jessica Alupo, Vice-Présidente de l'Ouganda.
- S. E. M. Chris Baryomunsi, Ministre des TIC et de l'orientation nationale, Ouganda.
- Mme Doreen Bogdan-Martin, Secrétaire générale de l'UIT.
- M. George William Nyombi Thembo, Directeur exécutif de la Commission des communications de l'Ouganda (UCC) et Président du GSR-24, Ouganda.
- M. Cosmas Luckyson Zavazava, Directeur du Bureau de développement des télécommunications (BDT), Union internationale des télécommunications (UIT).

Dans son allocution d'ouverture, **M. Nyombi Thembo** a souhaité la bienvenue à tous les participants à Kampala, en Ouganda, la perle de l'Afrique. Il a souligné qu'un tiers de la population mondiale reste dans l'obscurité numérique, sans accès à l'Internet, et que les régulateurs des télécommunications doivent par conséquent prendre des mesures urgentes pour combler ce fossé. L'accès à l'Internet est devenu une nécessité absolue pour des services tels que l'éducation, les soins de santé et l'inclusion financière. Pour mettre en place une connectivité efficace, il est nécessaire de disposer de contenus appropriés et de la capacité à les utiliser, ainsi que d'appareils intelligents abordables. La réduction de la fracture numérique est un impératif à la fois économique et humanitaire, comme l'a souligné le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Antonio Guterres. L'inclusion numérique est essentielle pour le

développement social et économique, en particulier en Afrique subsaharienne. Pour y parvenir, il faut que les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile et les citoyens collaborent à la mise en place de politiques et d'infrastructures inclusives. Notre objectif ultime, a-t-il déclaré, est l'inclusion et l'équité numérique - un monde connecté où chaque individu peut s'épanouir dans l'ère numérique.

M. Zavazava a remercié le Gouvernement ougandais et l'UCC pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité réservés à tous les participants et a félicité l'UCC pour son jubilé d'argent. Depuis plus de vingt ans, le GSR est la principale plate-forme de partage des bonnes pratiques en matière de réglementation des TIC et du numérique, de promotion de l'accès universel aux technologies numériques et de renforcement des marchés. Cette année, le Colloque met l'accent sur la souplesse réglementaire, la collaboration et l'excellence afin de s'adapter au rythme des changements rapides et d'avoir une incidence sur la vie des gens grâce aux moyens numériques. Ensemble, a-t-il souligné, nous pouvons élaborer des solutions réglementaires qui produiront des effets positifs. En mettant l'accent sur les technologies porteuses de transformations, le Colloque vise à accélérer les progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable et à construire des économies numériques inclusives. Les lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR-24 fournissent un modèle en vue de fixer le cap pour des technologies porteuses de transformations positives, a-t-il ajouté. Pour conclure, M. Zavazava a remercié tous les régulateurs et tous ceux qui ont contribué au processus de consultation sur les lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR.

Mme Bogdan-Martin a remercié le Gouvernement ougandais d'accueillir le GSR cette année. Depuis la tenue du dernier GRS, le rythme du changement s'est accéléré, soulevant des questions cruciales sur les hypertrucages, l'incidence de l'IA sur l'emploi et les cyberattaques. Nous devons agir rapidement dans les domaines de l'IA, de l'espace et de la coopération internationale, a-t-elle souligné. Il est essentiel de construire des passerelles pour réduire la fracture numérique, d'encourager l'innovation et de créer un environnement politique favorable. Il est indispensable d'impliquer toutes les parties prenantes, de garantir l'interopérabilité et d'équilibrer les avantages et les risques sans étouffer l'innovation pour progresser vers un avenir numérique connecté et équitable, a-t-elle souligné. Nous devons impliquer toutes les parties prenantes dans le processus réglementaire, en veillant à ce que la voix de chacun soit entendue, a-t-elle ajouté. Faisons en sorte que cette expérience numérique soit inclusive, financièrement abordable, sûre et efficace pour tous, a-t-elle conclu.

S. E. M. Baryomunsi a remercié l'UIT d'avoir choisi l'Ouganda pour accueillir ce Colloque. Les TIC accélèrent la transformation socio-économique en stimulant la productivité, l'efficacité des pouvoirs publics, la compétitivité des entreprises et l'efficacité des institutions. L'intégration de la technologie est essentielle au progrès. Nous devons agir rapidement pour intégrer la technologie dans nos programmes quotidiens et combler les lacunes existantes, a-t-il déclaré. De nombreux gouvernements ont mis en place des ministères et des départements chargés de la transformation numérique, a-t-il ajouté, et nous devons travailler ensemble au niveau des continents, mais aussi dans le cadre mondial, pour garantir la réalisation des objectifs clés de l'intégration de la technologie dans

nos programmes. Le Gouvernement ougandais a fait de la transformation numérique une priorité, comme l'indique son plan de développement national N° 3. En tant que Ministère, en tant que secteur, nous nous appuyons sur une feuille de route qui donne la priorité à l'infrastructure numérique, aux compétences, à la cybersécurité, à la protection des données et à l'esprit d'entreprise, a-t-il souligné. Nous nous sommes engagés à faire des TIC une priorité dans nos interventions nationales.

Représentant S. E. le Général Yoweri Kaguta Museveni, Président de l'Ouganda, **S. E. la Commandante (retr.) Jessica Alupo**, Vice-Présidente, a accueilli chaleureusement tous les participants en Ouganda. En délivrant le message du Président, S. E. la Commandante (retr.) Jessica Alupo a félicité l'UIT d'avoir réuni les régulateurs des télécommunications et des TIC, les décideurs et les parties prenantes de l'industrie. Les régulateurs des TIC ont pour mandat de renforcer l'incidence économique du secteur des TIC. Le thème "Réglementer pour produire des effets" souligne l'importance d'une réglementation efficace. S. E. la Commandante (retr.) Jessica Alupo a insisté sur la nécessité de donner la priorité à l'innovation, à la sécurité, à la protection de la vie privée et aux droits des utilisateurs. L'Ouganda, l'un des premiers pays africains à avoir mis en place un organisme de régulation indépendant, vise à offrir des services de communication à l'échelle nationale grâce à une feuille de route pour la transformation numérique, a-t-elle souligné. En mettant l'accent sur l'IA, la cybersécurité et l'investissement, nous devons trouver un équilibre entre les avantages des TIC et leurs inconvénients éventuels. La collaboration est essentielle pour se protéger contre les cybermenaces et soutenir le développement.



Segment de haut niveau: Tirer le meilleur parti des possibilités offertes par le numérique



Le segment de haut niveau a donné lieu à deux sessions de discussions complémentaires très intéressantes.

Les discussions ministérielles ont réuni les personnalités suivantes:

- S. E. M. Kabbyanga Godfrey Baluku, Ministre d'État chargé de l'orientation nationale, Ouganda.
- S. E. M. Nape Moses Nnauye, Ministre de l'information et des technologies de la communication et de l'information, Tanzanie.
- S. E. M. Poumulinuku Onesemo, Ministre des technologies de la communication et de l'information, Samoa.

Les discussions entre les régulateurs et les acteurs de l'industrie ont accueilli les intervenants de marque suivants:

- Mme Sandra Maximiano, Présidente de l'Autoridade Nacional de Comunicações (ANACOM), Portugal.
- M. Omar Alrejai, Gouverneur adjoint du secteur de la réglementation et de la concurrence, Commission des communications, de l'espace et des technologies (CST), Arabie saoudite.
- M. Bocar Ba, P.-D. G. du SAMENA Telecommunications Council et Président de l'IAGDI-CRO.
- Mme Jane Nkechi Egerton-Idehen, Administratrice et Présidente-Directrice générale de NigComSat, Nigéria.

Pour initier les discussions, l'animateur, **M. Zavazava**, a souligné que la collaboration est essentielle pour parvenir à une transformation numérique durable et inclusive. Afin de garantir un accès universel, fiable et permanent

à l'Internet, il est nécessaire de disposer de réseaux résistants et d'être préparés à remédier aux perturbations, telles que les récentes coupures de câbles sous-marins en Afrique de l'Est et les catastrophes naturelles qui menacent les infrastructures numériques, lesquelles sont également indispensables pour réagir aux catastrophes. Une réglementation favorable, des investissements dans une connectivité diversifiée, la culture numérique, la cybersécurité et les partenariats public-privé sont essentiels pour mettre les outils numériques au service de la croissance sociétale et économique.

Les discussions ministérielles ont permis aux décideurs activement impliqués dans la mise en œuvre des politiques numériques nationales de partager leurs points de vue sur la manière d'aborder les priorités numériques d'aujourd'hui tout en préparant des lendemains meilleurs.

Les participants ont fait part des expériences suivantes:

L'**Ouganda** a beaucoup investi dans les TIC, un secteur dont le pays dépend fortement, qui est principalement dirigé par le secteur privé et qui contribue à hauteur de 2,5% au PIB. La feuille de route pour la transformation numérique vise à développer l'infrastructure, à rendre les TIC accessibles à tous, à un prix abordable et dans l'ensemble du pays. Les mesures prévues dans ce cadre portent notamment sur l'amélioration de la culture numérique et la création d'un cadre réglementaire attractif pour les entreprises. Plus de 40 acteurs des télécommunications, dont les quatre opérateurs nationaux, investissent déjà dans ce domaine. Les TIC font partie intégrante du développement économique du pays et les efforts visant à renforcer leur contribution impliqueront à la fois le Gouvernement et les acteurs du marché.

La **Tanzanie** a indiqué que le processus de création d'un cadre participatif pour l'économie numérique impliquant les secteurs public et privé et la société civile a été lancé en 2022, pour une durée de deux ans. Il se concentre sur les cinq piliers de la connectivité: disponibilité, accessibilité financière, qualité, sécurité et incidence. Ce cadre, conçu pour être axé sur les personnes, progresse maintenant vers la création d'identités numériques résilientes, dynamiques et inclusives à trois niveaux: l'identification numérique, la finance numérique et l'échange de données numériques. La stratégie décennale (2024-2034) vise à avoir des effets positifs sur les individus, l'économie et la prestation de services publics, ainsi que sur la manière dont les personnes interagissent les unes avec les autres.

Au **Samoa**, le Gouvernement a lancé plusieurs initiatives pour développer son secteur des TIC, notamment une stratégie nationale de transformation numérique. Celle-ci inclut le déploiement des infrastructures, les réformes réglementaires et le renforcement des capacités. Les mesures prévues dans ce cadre portent notamment sur l'extension de la connectivité par la fibre optique, les réseaux mobiles et les satellites, l'accès gratuit à l'Internet dans les écoles et des plans de cybersécurité nationale pour protéger la jeunesse et la culture. Le Samoa met également en place des liaisons internationales par fibre optique et des cartes d'identité numériques. Le Gouvernement s'associe à des organisations internationales telles que la Banque mondiale et l'UIT pour soutenir l'infrastructure et le renforcement des capacités. La stratégie prévoit un alignement des parties prenantes pour assurer la connectivité à l'échelle nationale. Une collaboration régionale au sein de la région du Pacifique est nécessaire pour aborder les défis et les possibilités communs, le soutien de l'UIT étant reconnu.

Les discussions se sont poursuivies avec les régulateurs et les acteurs de l'industrie qui ont partagé leurs points de vue sur la manière d'ajuster le balancier politique et réglementaire pour répondre aux besoins numériques d'aujourd'hui tout en préparant l'avenir, et en garantissant la résilience des réseaux ainsi qu'une meilleure gestion des perturbations pour assurer une connectivité permanente et omniprésente.

Les participants ont notamment mis l'accent sur les messages suivants:

- Il est essentiel de collaborer avec les parties prenantes pour protéger les infrastructures critiques, y compris contre le risque d'incendie de forêt, comme dans le cas du Portugal. L'emplacement stratégique du pays facilite les connexions mondiales par câble sous-marin, qui sont essentielles pour ses régions éloignées. De nouvelles améliorations sont prévues pour renforcer la sécurité en réponse au risque accru de menaces sur les communications par câble sous-marin. Le pays a également mis en place l'utilisation innovante de câbles intelligents pour la surveillance et la collecte de données scientifiques, afin de répondre aux menaces et
- d'étendre la fonctionnalité des câbles au-delà de la communication.
- En Arabie saoudite, le défi de la connectivité a conduit à l'exploration de réseaux non terrestres, à la mise en œuvre de changements réglementaires et à l'établissement de partenariats stratégiques. Les avancées technologiques comprennent le lancement du programme NTN pour les réseaux sans fil liés à l'espace, des tests 5G et les essais concernant l'Internet des objets avec des satellites sur orbite basse (LEO) et sur orbite géostationnaire (GEO). Les partenariats stratégiques ont facilité la concurrence et le partage des infrastructures entre les opérateurs, grâce à de nouvelles mesures telles que l'attribution de codes ZIP pour le déploiement de réseaux exclusifs.
- La résilience, la solidité et la préparation des infrastructures sont essentielles pour le développement national, comme en témoigne la dépendance à l'égard des réseaux résilients lors de la crise sanitaire que nous avons traversée il y a quatre ans. La gestion proactive des risques et la coopération en matière de cybersécurité sont essentielles pour identifier les vulnérabilités des réseaux.
- Les investissements dans les technologies prédictives et l'intelligence artificielle peuvent renforcer la solidité des infrastructures numériques. Garantir l'inclusivité signifie construire des réseaux résilients qui fournissent des services omniprésents dans toutes les régions, y compris les zones éloignées et mal desservies. Les mesures réglementaires doivent être flexibles pour s'adapter à la dynamique du marché et soutenir plutôt qu'entraver le développement technologique.
- L'Afrique de l'Ouest a connu une panne de câbles sous-marin qui a mis en évidence le besoin de résilience du réseau et a suscité une approche coordonnée et multilatérale de l'atténuation des risques et de la réponse aux situations d'urgence.
- Le Nigéria met l'accent sur la gestion des catastrophes et la reprise après sinistre, en examinant l'ensemble de la chaîne de valeur des télécommunications pour détecter les vulnérabilités potentielles, y compris les opérateurs de tours qui ont une incidence sur les services mobiles. Les améliorations apportées aux mesures de la qualité de service comprennent une analyse au niveau régional et local plutôt que des moyennes nationales, et l'incorporation de données participatives pour détecter et combler de manière proactive les lacunes en matière de services.
- Il est important de plaider en faveur de l'indépendance des régulateurs nationaux, de décisions fondées sur des données et d'approches centrées sur l'humain, et de travailler ensemble.

Session 2: L'économie spatiale



Animatrice: Dorothy Okello, Présidente du conseil d'administration de l'UCC, Ouganda

Intervenants:

- M. Konstantinos Masselos, Président de la Commission hellénique des postes et des télécommunications (EETT), Grèce.
- Mme Jane Nkechi Egerton-Idehen, Administratrice et Présidente-Directrice générale de NigComSat, Nigéria.
- M. John Janka, Directeur des affaires gouvernementales, Affaires gouvernementales et réglementaires mondiales, Viasat.
- M. David Goldman, Vice-Président du Département politique, SpaceX.
- Mme Tatiana Lawrence, Vice-Présidente chargée des questions internationales et réglementaires, Iridium.

Cette session a exploré les mesures et les approches réglementaires pour une économie spatiale inclusive et durable, en discutant des services futurs tels que le satellite direct à l'appareil et les considérations associées en matière de spectre. Les défis et les possibilités futurs ont été présentés, y compris l'accessibilité financière et les modèles de partenariat.

Les participants ont notamment souligné les messages suivants:

- La technologie D2D (direct à l'appareil) jouera un rôle clé dans la mobilité et l'accès universel.
- Les interférences transfrontalières doivent être évaluées lorsque l'on envisage le D2D.
- Une série de défis nous attendent, des questions concernant le spectre au partage des infrastructures, du financement à l'accès au marché et aux réglementations adéquates.
- L'accessibilité financière demeure un problème. Une forte concurrence entre les opérateurs de satellites est essentielle.
- Les défis pour les économies émergentes comprennent une série de ressources telles que le renforcement des capacités techniques, l'accès aux ressources spectre-orbites et l'investissement.
- Il existe en Afrique de nombreuses possibilités de déploiement des technologies satellitaires à des fins de connectivité et d'agriculture.
- Les grosses constellations en orbite non géostationnaire (NGSO) visent à réduire les coûts des services et des terminaux satellitaires. Les services en Afrique et en Amérique latine sont 2 à 3 fois moins chers qu'aux États-Unis. Il ne s'agit pas seulement de l'accès aux ressources spectre-orbites, mais aussi de l'accessibilité financière.
- À l'heure des innovations par satellite, où de nouvelles applications et des technologies de rupture sont introduites, la réglementation doit être mise à jour, sans pour autant verser dans la surréglementation.
- Des partenariats sont nécessaires, qu'il s'agisse de partenariats public-privé ou de partenariats entre opérateurs satellitaires et terrestres.

Manifestation spéciale: Dialogue sur les outils pour un espace durable



Animatrice: Mme Ekaterine Imedadze, Membre de la Commission des communications (ComCom) de Géorgie

Intervenants:

- M. Jorge Ciccorossi, Ingénieur principal des radiocommunications, Bureau des radiocommunications de l'UIT (BR).
- M. Cecil Amiel, Directeur des affaires réglementaires, SES.
- M. Gonzalo de Dios, Responsable des licences mondiales, projet Kuiper chez Amazon.
- Mme Laura Roberti, Directrice principale du spectre et de l'accès au marché, Télésat Canada.

La session a examiné les innovations actuelles en matière de communications satellitaires et spatiales découlant des résultats de la Conférence mondiale des radiocommunications 2023 (CMR-23), la voie vers la CMR-27 et les défis de la soutenabilité dans l'espace dans le contexte de l'augmentation du nombre de satellites lancés et devant être lancés dans un avenir proche en orbite terrestre basse (LEO). Plusieurs composantes de la soutenabilité dans l'espace ont été abordées, de l'environnement spatial au spectre des fréquences radioélectriques, en passant par l'accès au marché.

La session s'est achevée sur une série de messages destinés aux régulateurs et à l'industrie, qui constituent des moyens d'action pour garantir une utilisation responsable de l'espace et continuer à bénéficier des technologies satellitaires afin de maintenir et d'améliorer la connectivité sur Terre.

Les participants ont notamment mis l'accent sur les messages suivants:

- La nécessité d'adopter des lignes directrices harmonisées, souples et complètes en matière de soutenabilité dans l'espace, fondées sur la science et les données, qui soient approuvées au niveau mondial.
- La nécessité de refléter les lignes directrices et réglementations mondiales sur la soutenabilité à long terme dans les politiques et législations nationales.
- La nécessité du partage des données, de la collaboration et de la transparence entre les utilisateurs de l'espace: pouvoirs publics, opérateurs de satellites et agences spatiales.
- Alors que l'environnement spatial devient de plus en plus complexe, le spectre associé nécessite également des mécanismes plus élaborés pour garantir la compatibilité entre les systèmes, la prévention des interférences nuisibles et le retour sur investissement.
- Chacun doit participer à ces efforts collectifs en jouant un rôle différent, que ce soit en tant que régulateur, opérateur de satellite ou agence spatiale, et passer à l'action du mieux qu'il peut pour contribuer à améliorer l'efficacité du spectre et la soutenabilité dans l'espace.

Session 3: Connecter chaque personne, chaque objet, chaque endroit, en une seule fois



Animatrice: Mme Ava Nadir, Commissaire, Commission des communications et des médias (CMC), Iraq

Intervenants:

- M. Gustavo Delgado, Vice-Président du conseil d'administration, Unité de régulation des services de communication (URSEC), Uruguay.
- Mme Isabelle Mauro, Directrice générale de l'Association mondiale des opérateurs de satellites (GSOA).
- M. Ben Roberts, Directeur des technologies et de l'innovation, Liquid Intelligent Technologies Group.
- M. Patrick Masambu, Directeur général d'ITSO.
- M. Bello Moussa, Responsable de la stratégie en matière de TIC et des relations avec l'industrie, Huawei.

Cette session a examiné de nouvelles approches politiques et de gouvernance pour rendre l'économie numérique plus résiliente et plus disponible aux niveaux national, régional et mondial, car toutes les personnes, tous les objets et tous les endroits ne sont pas connectés.

Les participants ont notamment mis l'accent sur les messages suivants:

- Le monde est de plus en plus interconnecté et la connectivité numérique permet à l'information et à la connaissance de se répandre dans un monde de plus en plus numérisé.
- Les technologies satellitaires présentent un potentiel immense pour fournir une connectivité à tous, partout, à tout moment, et en particulier dans les zones qui sont actuellement mal desservies ou non desservies.
- Pour assurer une connectivité efficace partout, la solution optimale consiste à utiliser la bonne

combinaison de technologies et à tirer parti de la force des différentes technologies pour réaliser des économies d'échelle et réduire les coûts.

- Le dialogue et la collaboration entre le secteur public et le secteur privé sont essentiels si nous voulons que l'industrie continue d'innover, d'investir et de fournir les solutions les plus efficaces et les plus novatrices au monde.
- Il est nécessaire d'élaborer des politiques tournées vers l'avenir, garantissant l'égalité des chances pour tous et encourageant la concurrence, de même que des cadres réglementaires progressifs, adaptables et capables de suivre le rythme des avancées technologiques rapides. La prévisibilité, en particulier en ce qui concerne le spectre et l'octroi de licences, est indispensable pour fournir au secteur la certitude et la transparence nécessaires à la poursuite des investissements.
- Pour garantir la résilience de la connectivité du premier kilomètre, les pays doivent collaborer avec d'autres pays de leur région et envisager cette question au niveau régional afin de mettre en place un réseau plus interconnecté.
- La connectivité et l'infrastructure sont liées, et ces deux concepts jouent un rôle important dans le développement de la société et de l'économie mondiale, car ils ont des conséquences directes sur la technologie, l'égalité numérique, le développement social et le développement économique.
- Pour garantir une connectivité efficace, nous devons examiner les mesures réglementaires permettant de combler les lacunes dans ces domaines: connectivité, utilisation et accessibilité financière.

Session 4: Maîtriser la transformation numérique



Animateur: M. Petros Galides, Commissaire adjoint du Bureau du Commissaire chargé des communications électroniques et de la réglementation postale et Président du Groupe des régulateurs euro méditerranéens (EMERG), Chypre

Discours liminaire: M. Abdul Busuulwa, Maître de conférences au département des études sur les communautés et les handicaps, Faculté des besoins spéciaux et de la réadaptation de l'Université de Kyambogo, Ouganda

Intervenants:

- M. Louis-Marc Sakala, Directeur général de l'Agence de Régulation des Postes et des Communications Électroniques (ARPCÉ), République du Congo.
- Mme Denyse White Sutherland, Responsable nationale adjointe du numérique, Ministère de la transformation numérique, Trinité-et-Tobago.
- M. Mothibi Ramusi, Président de l'Autorité indépendante des communications de la République sudafricaine (ICASA), Afrique du Sud.
- Mme Lele Modise, Directrice, Responsable au niveau groupe des affaires juridiques et réglementaires, MTN.

Cette session a examiné la manière dont les décideurs et les régulateurs répondent aux défis de la réglementation numérique découlant de l'évolution rapide de la technologie. Les discussions ont porté sur l'accessibilité financière et sur l'accès aux services et infrastructures publics numériques, sur le renforcement de la confiance dans le processus de transformation et sur la garantie de

la qualité du service dans les infrastructures, services et applications numériques.

Les participants ont notamment mis l'accent sur les messages suivants:

- Une réglementation efficace doit trouver un équilibre entre les mesures d'incitation à l'innovation et à l'investissement et la protection des intérêts des consommateurs, la promotion d'une concurrence loyale et la garantie d'une connectivité efficace.
- Les régulateurs devraient développer leur expertise dans les technologies émergentes, parmi lesquelles l'IA, l'Internet des objets, les chaînes de blocs, la technologie en nuage, la technologie quantique, la 6G et les hypertrucages, et contribuer à la réalisation des objectifs de durabilité de l'environnement.
- Pour parvenir à une transformation numérique inclusive réussie, il est essentiel de garantir des infrastructures, des dispositifs et un accès aux services numériques abordables, de renforcer les cadres réglementaires et d'améliorer l'accessibilité des outils et des logiciels libres pour les personnes handicapées.
- Il est nécessaire de veiller à ce que les cadres politiques restent flexibles afin que la technologie puisse évoluer tout en offrant aux citoyens la protection requise.
- Pour dissiper les craintes et la méfiance à l'égard des technologies numériques, il faut renforcer la participation des citoyens, mettre en place des mécanismes de recours et gagner leur confiance grâce à des politiques adéquates.

Session 5: Des services financiers numériques sûrs et inclusifs



Animateur: M. Aliyu Yusuf Aboki, Secrétaire exécutif de l'Assemblée des régulateurs des télécommunications d'Afrique de l'Ouest (ARTAO)

Intervenants:

- M. Mustafa Yasin Sheikh, Directeur général de l'Autorité nationale des communications, Somalie.
- M. James Gabriel Claude, P.-D. G. du Global Voice Group, Espagne.
- Mme Mei Lin Fung, Présidente de People Centered Internet, États-Unis d'Amérique.
- M. Ronald Azairwe, P.-D. G. de Pegasus Technologies Ltd, Ouganda.

La session s'est concentrée sur la nécessité d'établir des cadres réglementaires pour équilibrer l'innovation et la sécurité dans l'écosystème financier numérique. L'importance de réglementer les cryptomonnaies en vue de gérer leurs aspects complexes et leur nature transfrontalière a été soulignée.

Les messages clés suivants ont été soulignés:

- Les stratégies devraient inclure le développement des infrastructures, l'amélioration des réseaux de télécommunications dans les zones rurales, un accès abordable à l'Internet et la mise en place d'une législation pour soutenir les transactions numériques.
- Il est nécessaire d'améliorer la culture numérique et de créer des exigences flexibles en matière de connaissance de l'identité des clients afin d'inclure les populations mal desservies.
- L'importance de la collaboration entre les secteurs public et privé ainsi que l'utilisation de la

technologie réglementaire et des mégadonnées ont été soulignées.

- Il a été plaidé en faveur d'environnements "bac à sable" pour tester les nouvelles technologies et aider les petites et moyennes entreprises à accéder à des financements basés sur des actifs numériques.
- Des recommandations ont été émises concernant la nécessité d'améliorer les réseaux de télécommunications dans les zones rurales afin de faciliter les transactions numériques, de veiller à ce que les produits financiers numériques soient abordables et de développer des services adaptés aux besoins spécifiques des populations rurales, des femmes et des petites et moyennes entreprises.
- Les participants se sont exprimés en faveur de politiques gouvernementales qui soutiennent les systèmes de paiement numérique et réduisent la dépendance à l'égard de l'argent liquide, et qui promeuvent l'harmonisation des réglementations dans les pays africains, l'amélioration de la collecte des données et l'accessibilité des systèmes d'identification.
- La modernisation des réglementations intersectorielles est nécessaire pour répondre aux besoins actuels de la fintech.
- Il est essentiel de donner la priorité aux TIC au niveau de la politique nationale, ainsi que d'éduquer les citoyens pour prévenir les escroqueries et garantir le respect de la cybersécurité au moyen d'une surveillance réglementaire. Les fournisseurs de services, les utilisateurs et les régulateurs partagent la responsabilité de sécuriser les transactions numériques.

Session 6: Utiliser l'IA et la robotique pour produire des effets positifs



Animateur: M. Neil Sahota, Directeur général d'ACSLabs Inc, Conseiller auprès de l'Organisation des Nations Unies en matière d'IA, maître inventeur d'IBM

Intervenants:

- M. Gift Kallisto Machengete, Directeur général de l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes du Zimbabwe (POTRAZ).
- Mme Cristiana Camarate Leão Quinalia, Membre suppléante du conseil d'administration d'Anatel, Brésil.
- M. John Omo, Secrétaire général de l'Union africaine des télécommunications.
- M. Bassam Al Sarhan, Président du conseil d'administration et P.-D. G. de la Commission de régulation des télécommunications (TRC), Jordanie.
- Omeife (robot humanoïde) et M. Chuks Ekwueme, Fondateur d'Omeife AI, Président du groupe d'entreprises Uniccon, Nigéria.
- M. Joyce Nakatumba-Nabende, Maître de conférences au département d'informatique et Responsable du laboratoire d'intelligence artificielle de Makerere.

La session s'est concentrée sur le potentiel de l'IA et de la robotique pour générer des effets positifs, en soulignant la nécessité de mesures réglementaires solides, de considérations éthiques et d'applications pratiques. Les discussions ont souligné l'importance de créer une

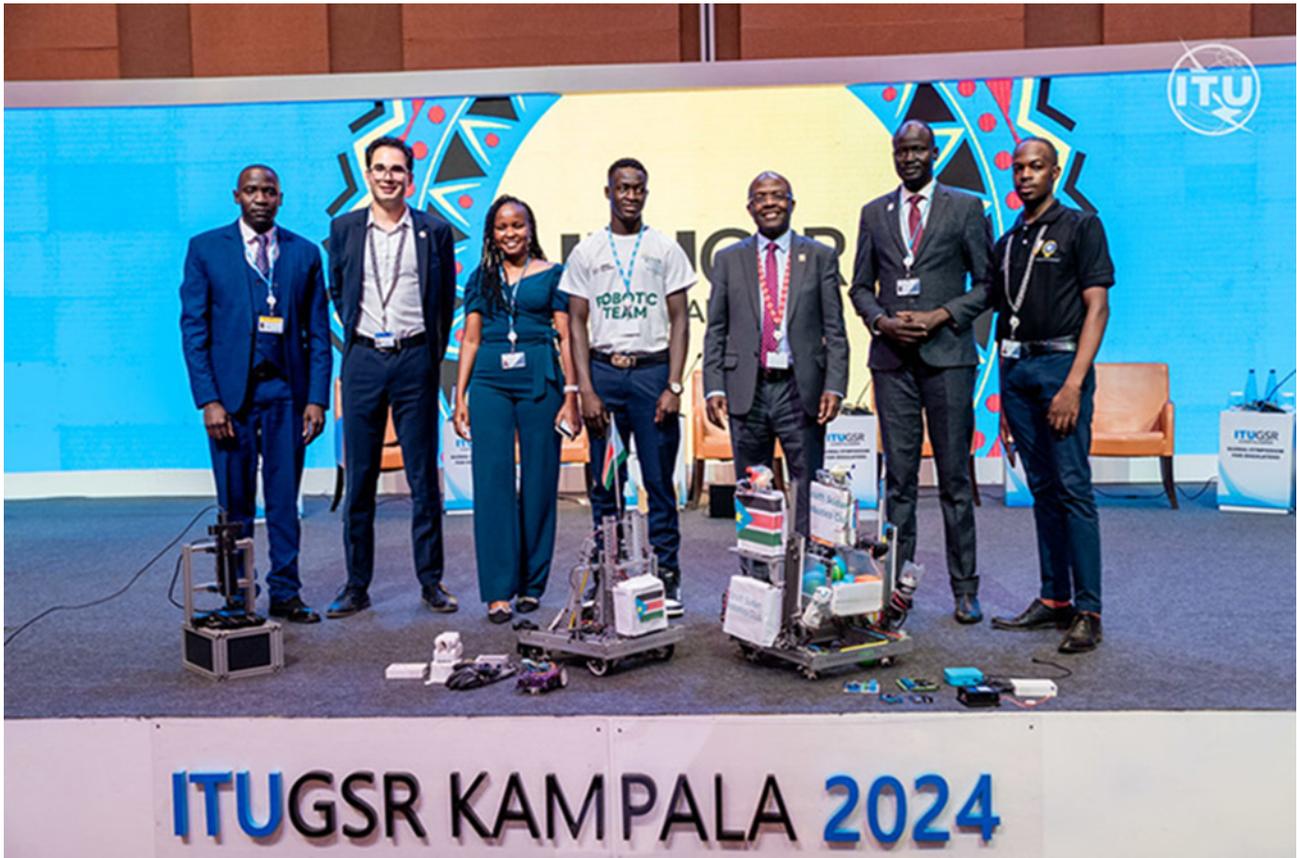
approche équilibrée pour exploiter les avantages de l'IA tout en atténuant les risques potentiels.

Les participants ont notamment mis l'accent sur les messages suivants:

- L'IA et la robotique peuvent contribuer de manière significative à la croissance du PIB mondial et à l'innovation, générant des effets positifs dans tous les secteurs. Les décideurs doivent veiller à ce que le développement de l'IA s'aligne sur les objectifs économiques et sociaux.
- Les régulateurs doivent trouver un équilibre entre la promotion de l'IA et de la robotique, d'une part, et la garantie de normes éthiques et la protection de la vie privée des citoyens, d'autre part. Une législation complète est nécessaire pour faire face aux risques potentiels et protéger les données des utilisateurs.
- Les pays en développement, en particulier en Afrique, ont besoin d'infrastructures fondamentales et de données de haute qualité pour déployer efficacement l'IA et la robotique. Les investissements dans la connectivité et dans les systèmes de gestion des données sont essentiels pour réussir.
- Pour atténuer les préjugés dans les systèmes d'IA, il convient d'utiliser des ensembles de données diversifiés qui représentent fidèlement la population locale. Encourager la collecte et l'utilisation de données représentatives peut contribuer à l'équité des résultats en matière d'IA.

- Les applications d'IA doivent s'aligner sur les normes, les valeurs et les comportements locaux afin de garantir une utilisation éthique et l'acceptation par la société. Il est essentiel d'adapter les solutions d'IA aux contextes culturels pour qu'elles soient efficaces et acceptées.
- La normalisation et la gouvernance sont importantes, et doivent inclure des lignes directrices éthiques claires couvrant la protection de la vie privée, la responsabilité, la transparence et l'équité. Ces normes peuvent être établies par l'intermédiaire d'une coopération internationale.
- Il est essentiel de promouvoir l'inclusion dans l'adoption de l'IA, en supprimant les obstacles à l'accès et en améliorant la culture numérique. Les initiatives visant à éduquer et à responsabiliser tous les segments de la société peuvent combler le fossé numérique.
- La collaboration internationale et le partage des connaissances sont nécessaires pour relever les défis mondiaux et transfrontaliers en matière d'IA. Des efforts conjoints peuvent faciliter l'élaboration de cadres d'IA solides et universellement applicables.
- Les pouvoirs publics doivent mettre en place une législation pour protéger les utilisateurs, faire respecter les mesures de sécurité et éduquer les consommateurs à une utilisation responsable de l'IA. Il est essentiel de veiller à ce que les cadres juridiques soient mis à jour pour refléter les avancées technologiques.
- Le soutien aux start-up et aux petites et moyennes entreprises technologiques locales par l'intermédiaire de financements, du développement des infrastructures et de formations commerciales peut favoriser l'innovation et la compétitivité. La création d'un environnement favorable aux entrepreneurs peut favoriser les avancées locales.
- Pour créer des applications d'IA dignes de confiance, il est essentiel de construire des systèmes d'IA au niveau local, d'impliquer les utilisateurs finaux et de garantir la transparence et l'explicabilité des modèles. Le dialogue avec la communauté peut améliorer la pertinence et la confiance dans les solutions d'IA.
- Il est essentiel, pour l'adoption de l'IA, d'élaborer des politiques dotées de cadres guidant l'utilisation et le développement responsables des technologies de l'IA. Les décideurs devraient se concentrer sur la création de réglementations flexibles et tournées vers l'avenir.

Manifestation parallèle: L'IA et la robotique en action



Animateur: M. Guillem Martinez Roura, Responsable du programme IA et robotique du Bureau de la normalisation (TSB) de l'UIT

Intervenants:

- M. Richard Ring Kuach et M. Emmanuel Maror, Club de robotique du Sud-Soudan (SSRC).
- M. Eugene Kudzai Jamu, Fondateur et Chef d'équipe, Bruteforce Engineering.
- Mme Mumbe Mwangangi, Cofondatrice de Nyansapo AI, Kenya.
- M. William Wasswa, Chef du département des sciences biomédicales et de l'ingénierie.
- Université des sciences et technologies de Mbarara (MUST), Ouganda.

Les participants ont discuté de l'IA et de la robotique en action, en mettant en évidence diverses innovations et leur incidence sur les objectifs de développement durable. De jeunes innovateurs africains ont présenté des solutions révolutionnaires utilisant l'IA et la robotique pour relever des défis cruciaux tels que l'insécurité alimentaire en soutenant les agriculteurs, les soins de santé et l'éducation dans leurs pays respectifs. Les participants ont notamment mis l'accent sur les messages suivants:

- Il est essentiel de soutenir les innovateurs africains au moyen de partenariats, d'un appui financier et du développement d'infrastructures pour encourager l'innovation locale et répondre efficacement aux besoins et aux défis spécifiques des communautés.
- L'intégration de l'IA dans l'éducation peut améliorer de manière significative l'alphabétisation et le calcul

dans les régions où les classes sont surchargées et les systèmes éducatifs perturbés, en améliorant les résultats d'apprentissage globaux et en offrant des expériences d'apprentissage personnalisées.

- Les outils alimentés par l'IA pour les soins de santé peuvent améliorer de manière significative la précision des diagnostics et les pratiques de prise en charge des patients, ce qui permettra de relever des défis cruciaux en matière de soins de santé et d'améliorer les résultats pour les patients.
- Pour que les systèmes d'IA soient exempts de préjugés, il convient de collecter des données représentatives et d'élaborer des solutions adaptées au contexte avec la participation et la collaboration actives de la communauté, en promouvant l'équité et l'inclusivité.
- La conception de systèmes d'IA axés sur les besoins humains, la transparence et la confiance, en veillant à ce qu'ils répondent aux besoins spécifiques des diverses populations, est essentielle au déploiement éthique et à l'acceptation de ces technologies par la société.
- Il est essentiel de favoriser les partenariats public-privé et la collaboration entre les innovateurs, les décideurs, les régulateurs, les établissements d'enseignement et le secteur privé pour développer les solutions d'IA, en encourageant le partage des ressources et en garantissant un écosystème numérique équitable qui profite à toutes les parties prenantes et favorise une croissance durable.

- La mise en avant des travaux des jeunes innovateurs (moins de 35 ans) souligne l'importance de former les futurs ingénieurs et décideurs pour une croissance technologique soutenue, en encourageant l'implication des jeunes dans l'IA et la robotique.
- Un soutien financier accru est nécessaire pour aider les jeunes innovateurs à transformer leurs idées en solutions évolutives, à stimuler la croissance économique et les avancées technologiques au niveau local, et à favoriser un environnement propice à l'innovation.
- Il est nécessaire d'investir dans des infrastructures qui soutiennent le déploiement et l'extensibilité des solutions d'IA pour parvenir à une utilisation efficace et généralisée des technologies d'IA, en veillant à ce que les communautés disposent des ressources nécessaires pour bénéficier des avancées technologiques.

Session 7: Une réglementation souple au service de l'innovation



Animateur: M. Philip Marnick, Directeur général de l'Autorité de régulation des télécommunications (TRA), Bahreïn

Intervenants:

- Mme Bridget Mphatso Linzie, Secrétaire exécutive de l'Association des régulateurs des communications de l'Afrique australe (CRASA).
- M. Mufarreh Nahari, Gouverneur adjoint pour les affaires internationales et les partenariats, Commission des communications, de l'espace et de la technologie (CST), Arabie saoudite.
- M. Tumubweinee Twinemanyi, Directeur exécutif de la supervision bancaire, Banque d'Ouganda, Ouganda.

Cette session a mis en évidence le rythme rapide de l'évolution technologique, en soulignant que la prochaine décennie sera marquée par tout un siècle de progrès. Il a été noté que des approches plus souples de la réglementation, permettant de réagir aux évolutions numériques imprévues, sont nécessaires pour encourager l'innovation, exploiter les technologies nouvelles et émergentes et tirer des leçons des échecs afin d'améliorer les résultats futurs du marché.

Les participants ont notamment mis l'accent sur les messages suivants:

- Face à des technologies en constante évolution, une réglementation souple est nécessaire. Les évaluations des incidences réglementaires (RIA) sont importantes pour évaluer les défis et les possibilités que présentent les nouvelles innovations.
- Les régulateurs des TIC doivent trouver un juste équilibre entre la protection des consommateurs et la nécessité d'encourager les investissements dans les nouvelles technologies et le développement des infrastructures. Les efforts de collaboration en faveur de la mise en commun des ressources sont très importants pour l'établissement d'une réglementation efficace, tout comme l'utilisation de "bacs à sable" réglementaires pour tester et comprendre les nouvelles innovations dans une perspective rentable.
- Les "bacs à sable" réglementaires peuvent créer un environnement sûr et flexible pour tester des modèles d'entreprise innovants, apporter une certitude réglementaire face aux technologies émergentes et permettre aux régulateurs de comprendre et d'évaluer les risques associés. Le "bac à sable" de la Banque d'Ouganda a tout d'abord adopté une approche non interventionniste, permettant aux services financiers numériques de se développer, avant de formaliser la réglementation par l'intermédiaire de la loi sur les systèmes de paiement nationaux (National Payment Systems Act). Ce cadre d'expérimentation a recouru à des évaluations des incidences réglementaires qui l'ont aidé à évaluer les avantages et les risques.
- L'évaluation des incidences réglementaires peut aider les régulateurs à évaluer les avantages et les inconvénients potentiels de l'innovation et des réglementations proposées, en veillant à ce qu'elles s'alignent sur les objectifs sectoriels tels que l'inclusion financière et la conduite responsable.

Ce processus permet d'équilibrer l'importance accordée par les innovateurs aux avantages potentiels et l'accent mis par les régulateurs sur les risques, en veillant à ce que les deux parties aient conscience des inconvénients potentiels et soient en mesure de les atténuer.

- En ce qui concerne le secteur financier, la collaboration entre les secteurs des TIC et de la finance est essentielle pour assurer la sécurité et l'efficacité des services financiers numériques.

- Les régulateurs des TIC et le pouvoir judiciaire doivent collaborer pour suivre l'évolution rapide des technologies et veiller à ce que les réglementations soient interprétées et appliquées de manière efficace, au moyen d'ateliers et de dialogues continus visant à combler l'écart de connaissances entre les secteurs.

Session 8: Tirer parti du numérique pour lutter contre les changements climatiques



Animateur: M. Flavier Bachabi, Président du conseil d'administration de l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP), Bénin

Intervenants:

- M. Xavier Merlin, Membre du collège de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP), France.
- Mme Gisa Fuatai Purcell, P.-D. G. du Bureau du régulateur, Samoa (État indépendant de).
- Mme Kim Mallalieu, Présidente adjointe de l'Autorité des télécommunications de Trinité-et-Tobago (TATT).
- Mme Dorothy Kabagambe Ssemenda, Directrice générale d'ATC, Ouganda (République d').

Le secteur des TIC, moteur essentiel de la connectivité mondiale et du progrès technologique, est à l'avant-garde des efforts déployés pour lutter contre les changements climatiques et s'attaquer aux déchets d'équipements électriques et électroniques. Toutefois, l'absence de communication réglementée des données relatives aux émissions entrave l'élaboration de politiques efficaces, la fixation d'objectifs réalistes et le suivi des progrès. Consciente de cette grave lacune, l'UIT mène une initiative visant à relever les défis liés à la surveillance des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des TIC. Cette session a examiné les pratiques durables à adopter et les

défis réglementaires à relever pour entreprendre un effort global de collecte de données sur les émissions de gaz à effet de serre et pour s'attaquer aux quantités croissantes de déchets électroniques provenant du secteur des TIC.

Les participants ont notamment fait part des éléments essentiels suivants:

- La technologie numérique, des smartphones aux centres de données, a une incidence significative sur l'environnement tout au long de son cycle de vie, de la fabrication à l'élimination. L'expansion des centres de données et des serveurs pour soutenir les activités en ligne est une préoccupation environnementale croissante. Le secteur des TIC, essentiel à la connectivité mondiale et au progrès technologique, se prépare à prendre des mesures correctives pour lutter contre les changements climatiques et les déchets électroniques. Toutefois, l'absence de réglementation en matière de communication des données relatives aux émissions entrave l'efficacité de l'élaboration des politiques et du suivi des progrès.
- Les défis à relever sont notamment l'absence d'exigences réglementaires concernant la communication des données relatives aux émissions, la collecte de données au niveau mondial et la garantie de la conformité des équipements, en particulier dans les pays à faibles revenus.

- De nombreux pays en développement se heurtent à des obstacles tels que le renforcement des capacités, les outils et le financement pour collecter des données sur les émissions de gaz à effet de serre.
- Certaines méthodes traditionnelles d'alimentation des équipements TIC, comme par exemple l'utilisation du diesel, ne sont pas durables. L'utilisation d'équipements plus efficaces sur le plan énergétique, comme par exemple l'énergie solaire, est un élément essentiel. La transition nécessite toutefois des investissements substantiels dans les panneaux solaires, les batteries et les infrastructures. La collaboration entre les pouvoirs publics et le secteur privé est essentielle au déploiement et au maintien efficaces de solutions TIC durables.
- Il est nécessaire de mettre en place des mesures d'incitation en faveur d'équipements écologiquement acceptables, ainsi que des politiques qui encouragent le respect des réglementations sur les déchets électroniques. Parmi les mesures d'incitation proposées, on peut citer des concessions en franchise de droits sur les équipements et des récompenses pour l'application de bonnes pratiques environnementales afin d'encourager l'industrie à se conformer à la réglementation.
- L'éducation des consommateurs devient fondamentale pour promouvoir l'allongement du cycle de vie des équipements et le recyclage. Cet aspect est essentiel pour réduire l'empreinte carbone numérique.
- La gouvernance, le renforcement des capacités et la collaboration internationale ont été définis comme étant des étapes essentielles pour améliorer la surveillance des émissions de gaz à effet de serre et la communication des données connexes dans le secteur des TIC.
- Des efforts sont actuellement déployés pour surveiller et réduire les émissions de gaz à effet de serre et les déchets électroniques provenant des activités liées aux TIC. Le rôle de l'UIT dans la définition de méthodes et d'indicateurs communs pour mesurer les émissions du secteur des TIC a été souligné.

Séance de clôture



Le Directeur du BDT, **M. Zavazava**, a souligné que le GSR-24 offrait une occasion unique de se réunir, de partager des points de vue, d'échanger des idées et d'adopter de bonnes pratiques sur des questions d'actualité en matière de réglementation et de politique technologique. Il a salué tous les régulateurs et toutes les parties prenantes qui ont contribué à faire des lignes directrices relatives aux bonnes pratiques un résultat important du GSR-24, ajoutant que nous avons battu des records en termes de contributions reçues.

La présentation des lignes directrices relatives aux bonnes pratiques: contribuer à fixer le cap pour des technologies porteuses de transformations positives du GSR-24 a donné l'occasion à **M. Nyombi Thembo**, Président du GSR-24, de remercier l'ensemble des décideurs, des régulateurs, des organisations internationales, des acteurs du secteur privé et de la société civile qui ont contribué au processus de consultation. Il a invité tous les participants à utiliser efficacement ces lignes directrices et à les diffuser largement. En mettant en œuvre ces mesures et principes collectivement, a-t-il ajouté, les régulateurs peuvent contribuer à créer un environnement propice à des résultats positifs pour toutes les parties prenantes, qui favorise l'innovation, la confiance et le bien-être social.

Après avoir résumé les débats et la déclaration finale de la réunion de l'IAGDI-CRO, **M. Ba**, le Président de l'IAGDI-CRO, a insisté sur la nécessité d'une action collective pour parvenir à une connectivité de 100%. Les

discussions ont mis l'accent sur le développement de l'infrastructure numérique, la mise en œuvre de "bacs à sable" réglementaires, les stratégies visant à permettre la connectivité haut débit, la réglementation du futur, y compris la réglementation dans de nouveaux domaines comme l'IA, et les technologies pour l'avenir. Une [déclaration finale](#) a été proposée, recommandant aux régulateurs de créer un environnement réglementaire prévisible et transparent qui favorise la concurrence, l'innovation et l'investissement à long terme dans les technologies de transformation.

M. Simba, Secrétaire exécutif de l'Organisation des communications d'Afrique de l'Est (EACO) et Président de la réunion des Associations régionales de régulateurs, a présenté les résultats de la fructueuse première année du Réseau des régulateurs du numérique (DRN), en mettant l'accent sur le renforcement des capacités, le leadership éclairé ainsi que l'expérimentation et l'innovation en matière de réglementation. Parmi les principales activités présentées figurent notamment le partage des connaissances dans le cadre de l'Académie de l'UIT, le projet de cartographie du large bande, les activités de renforcement des capacités, les contributions aux commissions d'études de l'UIT-D, la participation des associations de régulateurs à des ateliers interactifs et la participation à des expériences de jumelage pour tirer profit des connaissances d'autres associations régionales de régulateurs.



Lors de ses observations finales, **M. Zavazava** a chaleureusement remercié le Gouvernement ougandais pour la tenue de ce Colloque. Il a également remercié M. Nyombi Thembo pour son engagement sans faille en faveur de ce Colloque et pour son travail de direction et de coordination lors de l'élaboration des lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR-24. Il a décerné à M. Nyombi Thembo un certificat de mérite et a également exprimé sa gratitude envers l'équipe de l'UCC pour son dévouement et son excellente organisation. Il a remercié une nouvelle fois le Gouvernement d'Arabie saoudite pour son offre d'accueillir le GSR-25.

Dans ses observations finales, **M. Nyombi Thembo** a témoigné sa reconnaissance à la Secrétaire générale de l'UIT, Mme Bogdan-Martin et au Directeur du BDT, M. Zavazava, pour avoir confié à l'Ouganda l'organisation du GSR-24. Il a également remercié l'UIT, son équipe et tous les participants pour avoir fait de cet événement un succès.

Dans ses remarques finales, **S. E. M. Chris Baryomunsi**, Ministre des TIC et de l'orientation nationale, Ouganda, a remercié M. Zavazava, Mme Bogdan-Martin, M. Nyombi

Thembo, les ministres présents et tous les participants pour la richesse des discussions qui ont eu lieu au cours des quatre derniers jours et pour leur venue à Kampala. S. E. M. Baryomunsi a souligné que l'Afrique doit adopter et intégrer les nouvelles technologies et rattraper le reste du monde afin que tous puissent progresser ensemble.

Au moment de conclure la réunion, le **très honorable Thomas Tayebwa**, Vice-Président du Parlement ougandais, a remercié l'UIT d'avoir choisi la Perle de l'Afrique pour accueillir le GSR-24. Il a souligné que d'énormes progrès ont été réalisés en Ouganda dans la promotion et la mise en œuvre des TIC en tant que catalyseurs de la transformation numérique, et que les technologies numériques ont le potentiel de stimuler de manière significative la productivité en rendant les pouvoirs publics, les entreprises, les institutions et les personnes plus efficaces. Le Vice-Président a également remercié le chef de l'État, le Ministre et le Directeur exécutif de l'UCC d'avoir accepté d'accueillir le GSR-24. Il a félicité l'équipe de l'UCC et tous les participants pour la réussite de cet événement.

Merci aux femmes remarquables qui ont confectionné les magnifiques lanières pour le GSR-24!



Sessions extraordinaires

Réunion des Associations régionales de régulateurs (RA) et du Réseau des régulateurs du numérique (DRN)



La réunion annuelle 2024 des Associations régionales de régulateurs et du Réseau des régulateurs du numérique s'est tenue le 1er juillet 2024, sous la présidence de M. Ally Simba, Secrétaire exécutif de l'Organisation des communications d'Afrique de l'Est (EACO). La réunion s'est concentrée sur l'initiative du Réseau des régulateurs du numérique, qui sert de plate-forme pour le partage des bonnes pratiques, la promotion de l'innovation et l'harmonisation des approches réglementaires aux niveaux régional, interrégional et mondial. L'objectif du Réseau est de soutenir les associations régionales de régulateurs et leurs membres dans l'accélération de la transformation numérique durable grâce à une politique, une réglementation et une gouvernance numériques collaboratives afin de parvenir à un avenir résilient, inclusif et doté d'une autonomie numérique.

Au cours de l'année écoulée, le Réseau des régulateurs du numérique a facilité la participation active des associations régionales de régulateurs à des ateliers de renforcement des capacités, a partagé du matériel de réglementation numérique et a demandé que des possibilités de jumelage soient mises en place pour apprendre d'autres associations régionales de régulateurs. Les activités futures continueront d'être axées sur le renforcement des capacités, la réglementation collaborative, le jumelage et la participation aux activités des commissions d'études de l'UIT-D. Un appel à la désignation de nouveaux membres du conseil d'administration du Réseau a été lancé après le GSR-24 afin d'élargir la participation et de renforcer l'orientation stratégique du conseil.

Les associations régionales de régulateurs ont souligné les activités qu'elles mènent à l'heure actuelle et les priorités à prendre en compte dans le plan de travail du Réseau des régulateurs du numérique, notamment la résolution des problèmes liés aux disparités entre les femmes et les hommes, le renforcement de la coopération avec les organismes internationaux, l'harmonisation des textes réglementaires, la collaboration et le partage des

données entre les régulateurs, la mesure de l'incidence environnementale des technologies et services numériques et la promotion de la durabilité, ainsi que la stratégie économique numérique régionale.

Les participants ont souligné l'importance de l'initiative du Réseau et ont reconnu son succès. Les associations régionales de régulateurs ont accepté d'apporter leur soutien à l'initiative afin de faciliter une collaboration et une coopération plus étroites entre les associations et leurs membres. Selon elles, il est urgent d'accélérer le développement et le déploiement des technologies émergentes sur les marchés en encourageant des méthodes réglementaires collaboratives qui couvrent différents secteurs, pays et régions. Elles ont convenu que l'initiative du Réseau facilite cette collaboration entre les associations régionales de régulateurs tout en contribuant à renforcer les capacités internes.

Une session extraordinaire axée sur le développement de systèmes de cartographie du large bande harmonisés a permis de discuter de l'importance de la cartographie du large bande, de telles initiatives étant considérées comme un catalyseur de l'investissement dans des infrastructures durables et inclusives. Une cartographie efficace de l'infrastructure numérique vise à détecter les lacunes en matière d'infrastructure, à cibler les initiatives politiques et réglementaires ainsi que les investissements privés pour favoriser l'accès au numérique des groupes d'utilisateurs et des communautés vulnérables et mal desservis, et peut contribuer à renforcer la résilience du réseau. En outre, comme les systèmes de cartographie du large bande sont basés sur des données géoréférencées, ils permettent aux décideurs de prendre des décisions en connaissance de cause et de définir des approches réglementaires fondées sur des données probantes afin de favoriser la concurrence sur le marché et d'assurer le financement de projets liés à l'infrastructure du large bande pour un accès universel au large bande.

La réunion a conclu que la mise en œuvre effective des éléments constitutifs de l'initiative du Réseau (leadership éclairé, renforcement des capacités, expérimentation et innovation en matière de réglementation) au sein des associations régionales de régulateurs et parmi leurs membres est la clé de son succès.

Le Réseau des régulateurs du numérique continuera à favoriser le dialogue entre les associations régionales de régulateurs et leurs membres aux niveaux intergouvernemental, interrégional et international afin de répondre aux nouveaux défis numériques et à la transformation numérique durable.

Table ronde des responsables des organismes de régulation



La Table ronde des responsables des organismes de régulation, qui s'est tenue le 1er juillet 2024 sur le thème "Fixer le cap pour des technologies porteuses de transformation", a réuni plus de 160 participants.

Le Directeur du BDT a ouvert la séance et présidé aux échanges. Dans ses remarques liminaires, M. Cosmas Luckyson Zavazava a souligné qu'il est de notre responsabilité collective de nous appuyer sur ces lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR afin de fixer le cap pour des technologies porteuses de transformations positives en tant que catalyseur du développement, de la croissance économique, de l'inclusivité et de la durabilité. L'évolution technologique nécessite des réglementations souples, tournées vers l'avenir, collaboratives et adaptées pour combler le fossé numérique et garantir un accès équitable aux avantages des technologies numériques pour le développement social et économique.

Lors de la présentation des lignes directrices du GSR-24 en vue de leur adoption, **M. George William Nyombi Thembo**, Directeur exécutif de la Commission des communications (UCC), Ouganda, et Président du GSR-24, a remercié l'ensemble des régulateurs et des parties intéressées pour leurs contributions à la consultation. Un nombre record de 47 contributions a été reçu. Les lignes directrices sur le thème: "Contribuer à fixer le cap pour des technologies porteuses de transformations positives" visent à exploiter au mieux les avantages tirés des télécommunications et des TIC pour des technologies porteuses de transformations tout en atténuant les risques et en assurant l'application inclusive de ces technologies, a souligné M. Thembo. En reconnaissant les interdépendances avec d'autres secteurs, les régulateurs peuvent créer un cadre cohérent qui appuie le développement durable, la croissance économique et l'inclusion. Ensemble, les régulateurs et les acteurs du marché ont le pouvoir de transformer la technologie en une force porteuse de changement positif, éclairant la voie vers un avenir meilleur et davantage connecté.

La Secrétaire générale de l'UIT, **Mme Doreen Bogdan-Martin**, a souligné que l'intelligence artificielle est dans tous les esprits depuis que ChatGPT s'est lancé à la conquête du monde en décembre 2022. Lors de la récente session du Conseil de l'UIT, le Secrétaire général de l'Organisation des

Nations Unies a déclaré que l'IA constituait une révolution majeure. L'UIT a fait de la gouvernance de l'IA une partie intégrante du sommet "AI for Good" ["L'IA au service du bien"]. Des mesures concrètes ont été prises, notamment un appel en faveur de l'IA au service du bien, auquel ont répondu sept organisations ainsi que la coalition mondiale Partner2Connect, qui se sont engagées à consacrer ensemble 1,7 milliard de dollars à des initiatives d'inclusion numérique pour renforcer la coopération mondiale en matière de politiques, de réglementation et de normes harmonisées afin d'éviter la fragmentation et de renforcer les capacités dans le domaine de l'IA. Les régulateurs sont considérés comme des acteurs essentiels dans la mise en œuvre de ces principes de gouvernance numérique de haut niveau.

Deux intervenants ont ouvert la voie aux discussions.

- M. Neil Sahota, Directeur général d'ACSILabs Inc, Conseiller auprès de l'Organisation des Nations Unies en matière d'IA, Maître inventeur d'IBM.
- M. Michael Niyitegeka, Directeur de Refactory Limited.

Ils ont fait part des messages clés suivants:

- Les technologies telles que l'IA, le métavers, les chaînes de bloc et l'Internet des objets sont à l'origine d'une ère d'"hyper-changement", où les progrès de tout un siècle peuvent se produire en une décennie. Pour gérer cette évolution, les régulateurs doivent améliorer leur souplesse réglementaire, notamment en ce qui concerne la confidentialité des données et l'utilisation des vastes quantités de données collectées par les dispositifs d'Internet des objets. En outre, les réglementations devraient favoriser la diversité, l'équité et l'inclusion afin de réduire la fracture numérique, en tenant compte à la fois des risques et du potentiel d'innovation, comme on peut l'observer dans les systèmes financiers mobiles en Afrique. Les bons acteurs ont besoin d'un coup de pouce, c'est pourquoi les régulateurs doivent réfléchir aux risques négatifs et positifs potentiels lorsqu'ils élaborent une réglementation. Les solutions aux problèmes locaux peuvent être trouvées au niveau mondial.

- Il est urgent de comprendre la nature axée sur les données de l'Internet, qui est à la fois un marché et un catalyseur de la transformation dans tous les secteurs, et de s'y adapter. L'Internet étant une ressource essentielle et le fondement de l'IA et de la science des données, les régulateurs doivent trouver un équilibre entre la promotion de l'innovation et l'établissement de limites. Le défi consiste à exploiter efficacement ces technologies, en particulier dans des régions comme l'Afrique, afin d'éviter de devenir de simples consommateurs et, au contraire, de contribuer à la transformation mondiale. Il faut donc investir dans le développement des compétences pour préparer les générations actuelles et futures aux réalités de ce monde en évolution rapide.

Les responsables d'organismes de réglementation de toutes les régions ont partagé leurs points de vue et leurs idées sur les mesures prises pour réduire les risques et tirer le meilleur parti des avantages sociaux et économiques inclusifs du déploiement des technologies porteuses de transformations. Ils ont également souligné la manière dont les lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR peuvent aider les régulateurs à façonner la réglementation pour produire des effets.

Les participants ont notamment mis l'accent sur les messages suivants:

- Les autorités réglementaires disposant de ressources limitées, on ne saurait trop insister sur l'importance des bonnes pratiques, des lignes directrices et des expériences internationales. Celles-ci sont essentielles pour les activités quotidiennes des régulateurs. Les régulateurs doivent tirer parti de leurs expériences respectives afin d'œuvrer ensemble à un avenir numérique inclusif, ouvert, durable, sûr et sécurisé.
- Les lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR constituent un outil clé pour les régulateurs, offrant des repères pour affiner les processus réglementaires afin de favoriser la croissance économique, l'innovation technologique et les pratiques qui favorisent un développement inclusif et durable.
- Des cadres réglementaires souples sont nécessaires pour s'adapter à l'évolution technologique, protéger les consommateurs et répondre aux demandes du marché. La promotion de l'innovation est essentielle pour répondre aux demandes futures. Les régulateurs doivent concevoir et mettre en œuvre des méthodes et des outils réglementaires innovants, tels que les "bacs à sable", afin de favoriser une réglementation plus souple et plus évolutive. La collaboration et le partage des connaissances sont primordiaux à cet égard.
- La réglementation doit évoluer avec la technologie, mettre l'accent sur des approches centrées sur l'humain, incorporer des connaissances comportementales et donner la priorité à la sécurité

des réseaux, à la connectivité, à la durabilité, à la protection des consommateurs et à la coopération internationale.

- Alors que les régulateurs s'efforcent de créer des services numériques pour leurs citoyens, le soutien des organisations internationales ainsi que des associations régionales de régulateurs et le partage d'expériences et de pratiques au niveau international sont essentiels.
- Les décideurs sont confrontés à des difficultés considérables pour assurer la compatibilité entre les systèmes, la collaboration entre les parties prenantes, des ressources techniques suffisantes, le respect des normes éthiques et l'alignement de la réglementation à l'échelle internationale.
- Il est essentiel de trouver un équilibre entre l'innovation et la sécurité dans la réglementation des technologies, ce qui nécessite la transparence des données, le respect de la vie privée et des efforts de collaboration. Il faut également promouvoir l'acquisition de compétences numériques et la collaboration avec le monde universitaire, élaborer des politiques en partenariat et s'inspirer des modèles de normes harmonisées qui ont fait leurs preuves.
- Il est essentiel d'accorder la priorité à un accès numérique abordable pour tous, à des politiques réglementaires favorisant la concurrence et à l'ouverture du marché numérique. Il convient d'aborder la réglementation des grandes plateformes pour en tirer des avantages sociétaux, de mettre l'accent sur les technologies numériques durables et d'innover pour lutter contre les changements climatiques.
- Il est indispensable de s'attaquer aux incidences environnementales et de garantir une infrastructure robuste pour la transformation numérique. Les régulateurs devraient également gérer l'empreinte carbone et la consommation d'électricité du secteur numérique au moyen de mesures globales, en tenant compte de l'interdépendance des réseaux de services et de l'utilisation des données, afin de réduire les incidences environnementales.

Le Directeur du BDT a conclu la Table ronde en soulignant que les effets et les perturbations vont de pair. Les régulateurs sont confrontés à plusieurs défis lorsqu'il s'agit d'adopter des technologies porteuses de transformations aux effets renforcés. L'élaboration de structures de gouvernance ouvertes, souples et fondées sur les risques ainsi que d'approches proactives pour ces technologies constitue une priorité politique. Les technologies porteuses de transformations sont un défi que nous pouvons relever si nous sommes prêts à nous adapter. Pour ce faire, il est nécessaire de travailler de manière conjointe et multisectorielle, au-delà des frontières, et de partager les connaissances et les expériences.

Groupe consultatif de professionnels chargé des questions de développement et Directeurs de la réglementation du secteur privé (IAGDI-CRO)



La réunion du Groupe consultatif de professionnels chargé des questions de développement et des Directeurs de la réglementation du secteur privé (IAGDI-CRO) s'est tenue le 2 juillet, avant la cérémonie d'ouverture du GSR-24.

Elle a permis un échange constructif de points de vue, d'expériences et de propositions concrètes pour recentrer les efforts sur les défis réglementaires à relever et les opportunités à saisir, tout en réaffirmant l'engagement du secteur privé à soutenir les initiatives en faveur de la réglementation dans le monde entier. La réunion de l'IAGDI-CRO a mis l'accent sur la nécessité urgente d'élargir l'accès à l'Internet pour connecter d'ici 2030 les 2,6 milliards de personnes qui ne le sont pas encore. Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'intensifier la collaboration entre les fournisseurs de services terrestres et non terrestres, ainsi qu'entre les fournisseurs de services et les régulateurs, afin d'adapter les cadres réglementaires. La mise en place de conditions d'accès au marché équitables, y compris l'égalité des chances pour tous les acteurs du marché, est une priorité. Garantir l'efficacité du spectre, réduire les redevances et les taxes spécifiques au secteur, veiller à ce que les smartphones soient financièrement abordables, rationaliser les régimes d'octroi de licences, permettre des investissements

prévisibles et durables dans les réseaux et encourager les partenariats avec les opérateurs locaux ont été identifiés comme des éléments essentiels de cette démarche.

Les discussions de l'IAGDI-CRO ont également mis l'accent sur la promotion des partenariats public-privé afin d'accélérer les déploiements dans les zones mal desservies et ont recommandé la mise en place de "bacs à sable" réglementaires pour tester les nouvelles technologies à plus petite échelle. En outre, il a été souligné que des capacités institutionnelles dédiées sont nécessaires pour assurer un suivi et une orientation continus en matière d'IA, ainsi que pour impliquer un large éventail de parties prenantes et collaborer sur les normes mondiales et les "bacs à sable" réglementaires afin de mettre en place des réglementations souples et adaptables.

L'IAGDI-CRO a réaffirmé, dans sa déclaration finale, l'engagement du secteur privé à soutenir les pouvoirs publics, en particulier les régulateurs, dans l'environnement changeant et en perpétuelle évolution qui caractérise notre époque, afin d'atteindre des objectifs communs à court et à long terme.

Annonces

- La Commission des communications, de l'espace et des technologies (CST) du Royaume d'Arabie saoudite a annoncé que son pays accueillerait le Colloque mondial des régulateurs en 2025.



- L'UIT et la Commission européenne ont annoncé le lancement d'Africa-BB-Maps, le projet de systèmes nationaux de cartographie du large bande en Afrique. Ce projet contribuera à établir des systèmes de cartographie du large bande pour favoriser l'investissement et la transformation numérique en Afrique. Doté d'un budget de 15 millions d'euros sur quatre ans, il profitera dans un premier temps à 11 pays: Bénin, Botswana, Burundi, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Malawi, Nigéria, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.



- Le Forum sur les compétences numériques, un événement phare, discutera des besoins les plus urgents auxquels il faut répondre pour garantir des compétences numériques universelles. L'événement aura lieu à Manama (Bahreïn), du 17 au 19 septembre 2024. Cette manifestation, organisée par le Bureau de développement des télécommunications de l'UIT, se tiendra à l'aimable invitation de l'Autorité de régulation des télécommunications (TRA) du Royaume de Bahreïn.



<https://www.itu.int/itu-d/meetings/digital-skills-forum/wp-content/uploads/sites/25/2024/06/flyer-v3.jpg>

Réseau de femmes (NoW) de l'UIT-D



À l'occasion du GSR-24, le Réseau de femmes (NoW) de l'UIT-D a organisé une session interactive qui visait à examiner les obstacles et à explorer les mécanismes pour une plus grande participation des femmes dans les domaines liés aux TIC aux niveaux les plus élevés de la prise de décision, en vue de combler les inégalités entre les femmes et les hommes aux fonctions de direction dans le secteur des TIC.

Environ 135 femmes et hommes ont participé à la session et les discussions de groupe se sont concentrées sur quatre questions clés:

- Pourquoi l'équilibre entre les femmes et les hommes aux fonctions de direction de l'écosystème numérique est-il important et comment pouvons-nous briser les stéréotypes?
- Comment une perspective de genre peut-elle éclairer la démarche consistant à réglementer pour produire des effets?
- Quelles approches politiques et réglementaires ont été et peuvent être utilisées pour accroître la participation des femmes dans les activités et la direction des entreprises technologiques?
- Pouvez-vous nous faire part de trois réunions de l'UIT-D auxquelles vous avez participé au cours des quatre dernières années et des recommandations visant à accroître la participation des femmes qui ont été émises à ces occasions?

Les thèmes communs qui se sont dégagés des discussions de groupe ont mis en évidence la nécessité d'une représentation équilibrée des genres dans les rôles décisionnels afin de garantir que les politiques et les réglementations répondent aux besoins spécifiques des femmes et des hommes et conçoivent des solutions plus

globales qui s'attaquent aux défis sociétaux. L'accent a été mis sur le fait qu'il est essentiel de donner aux femmes les moyens d'occuper des fonctions de direction et d'acquérir des compétences numériques pour participer à l'écosystème numérique ainsi que de célébrer la réussite des femmes dans le secteur des TIC pour inciter d'autres personnes à rejoindre ce secteur, afin de favoriser l'engagement actif des femmes dans des rôles de direction et de briser les stéréotypes dans l'écosystème numérique.

Les discussions ont souligné la nécessité de mettre en place des programmes d'alphabétisation soucieux de la parité des genres, d'améliorer l'accès des filles aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques (STIM), de mettre en place des politiques tenant compte des questions de genre et d'investir en conséquence dans l'infrastructure des TIC, en particulier dans les communautés rurales, pour permettre à un plus grand nombre de femmes de participer aux activités et aux fonctions de direction dans le domaine des technologies. Afin de favoriser une plus grande participation des femmes aux réunions de l'UIT-D, les programmes de renforcement des capacités, les stages et les programmes de tutorat ont été jugés essentiels. En outre, la garantie d'une représentation égale dans les discussions de groupe pour promouvoir l'égalité des genres et le renforcement des associations régionales ont été soulignés afin d'améliorer la collaboration au sein de la communauté de l'UIT-D. Les participants ont fait preuve d'un engagement marqué au cours de la session et ont indiqué qu'ils souhaitaient continuer à collaborer pour faire progresser l'égalité des genres dans le secteur des TIC.

Annexe 1: Lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR-24

ITU GSR KAMPALA 2024

Lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR-24

"Contribuer à fixer le cap pour des technologies porteuses de transformations positives"



M. Cosmas Luckyson Zavazava

Directeur du Bureau de développement
des télécommunications (BDT),
Union internationale des
télécommunications (UIT)

Nous sommes à l'aube d'une révolution numérique qui aura de profondes répercussions sur l'avenir de nos sociétés. Conscients de la nature des avancées en matière de technologies porteuses de transformations, nous devons nous engager à favoriser un environnement réglementaire propice où l'innovation prospère, tout en limitant les risques et en exploitant au mieux les avantages qui nous sont offerts. Il est de notre responsabilité collective de fixer le cap pour des technologies porteuses de transformations afin de renforcer leurs effets positifs alors que la technologie guide le développement, la croissance économique, l'inclusion et la durabilité.



M. George William Nyombi Thembo

Président du GSR-24 et Directeur exécutif
de la Commission des communications
de l'Ouganda (UCC)

Alors que nous évoluons dans l'environnement en pleine mutation des technologies numériques, nous ne saurions trop insister sur l'importance de disposer d'une réglementation efficace. Les enseignements que nous tirons et les efforts de collaboration que nous déployons sont essentiels pour façonner un environnement réglementaire qui non seulement favorise l'innovation, mais garantit également que les avantages des avancées technologiques sont largement partagés. En reconnaissant les interdépendances avec d'autres secteurs, nous pouvons créer un cadre cohérent qui appuie le développement durable, la croissance économique et l'inclusion. Ensemble, nous avons le pouvoir de transformer la technologie en une force porteuse de changement positif, éclairant la voie vers un avenir meilleur et davantage connecté.



Lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR-24

"Contribuer à fixer le cap pour des technologies porteuses de transformations positives"

En tant que régulateurs des télécommunications et des TIC, nous jouons un rôle essentiel dans la mise en place d'un environnement réglementaire propice au déploiement et à la maintenance d'infrastructures de pointe appuyant la société numérique de demain, y compris les technologies porteuses de transformation.

Étant donné que les différentes lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR élaborées depuis 2003 rendent compte des principes réglementaires établis pour un environnement numérique concurrentiel, sécurisé et inclusif, nous, régulateurs participant au 23^{ème} Colloque mondial des régulateurs, reconnaissons qu'il est important de définir des mesures politiques et réglementaires efficaces ainsi que des principes directeurs pour contribuer à fixer le cap des télécommunications et des TIC en tant que catalyseurs des technologies porteuses de transformations positives. Nous avons donc établi et approuvé ces lignes directrices relatives aux bonnes pratiques réglementaires pour contribuer à fixer le cap des technologies porteuses de transformations.

Défis à relever

Les décideurs et les régulateurs sont confrontés à plusieurs défis lorsqu'il s'agit d'adopter des technologies porteuses de transformations aux effets renforcés. On citera à titre d'exemple:

- 1) Cloisonnement réglementaire, contraintes administratives, fragmentation des politiques et chevauchements sectoriels.
- 2) Incertitude concernant le rôle et les responsabilités des régulateurs sectoriels face aux défis posés par les télécommunications et les TIC en tant que catalyseurs des technologies porteuses de transformations.
- 3) Préoccupations relatives à l'éthique, y compris la confidentialité des données, les défis liés aux mégadonnées, les préjugés en matière d'intelligence artificielle (IA), la délocalisation des emplois, la fiabilité des informations.
- 4) Gouvernance des données et problèmes transfrontières, y compris les problèmes de concurrence supranationale.
- 5) Nouveaux modèles économiques qui entravent l'investissement et l'innovation, dans lesquels il est difficile d'appliquer de mesures de responsabilisation et de désigner des responsables.
- 6) Complexité des technologies et manque de connaissances en matière de gestion des risques.
- 7) Risques pour la sécurité.

- 8) Empreinte écologique et consommation d'énergie.
- 9) Inégalités en matière d'accès aux technologies.
- 10) Manque d'investissement dans le développement, l'adoption et l'utilisation des infrastructures, ainsi que dans l'accès à ces dernières.
- 11) Pénurie de personnel qualifié dans le secteur des télécommunications et des TIC.
- 12) Coûts de déploiement élevés et perte éventuelle de gains pouvant freiner la mise en œuvre pour les opérateurs de réseau.

Perspectives

Les télécommunications et les TIC peuvent libérer le potentiel d'un accès égal et mondial aux services numériques existants et aux technologies porteuses de transformations, en offrant les perspectives suivantes:

- 1) Améliorer l'efficacité des services en appuyant la rationalisation des processus et en recourant à l'automatisation et à l'innovation dans le domaine des technologies.
- 2) Tirer parti de l'utilisation des technologies porteuses de transformations, par exemple lorsque les opérateurs de réseau utilisent l'IA dans la planification de réseau ou la prévention de la fraude par l'intermédiaire de leur réseau.
- 3) Promouvoir l'innovation, la croissance économique et la compétitivité, les nouveaux secteurs d'activité et les débouchés professionnels, et améliorer la



transparence et la responsabilisation dans le secteur public.

- 4) Responsabiliser les citoyens et toutes les parties prenantes en leur fournissant de nouveaux moyens de participation, d'accès à l'information et aux services publics et en partageant les informations.
- 5) Nouer des partenariats entre les régulateurs et les parties prenantes du secteur pour faciliter l'établissement d'objectifs communs, l'atténuation des risques et l'optimisation des avantages tirés des technologies.
- 6) Améliorer l'expérience de l'utilisateur dans divers secteurs.
- 7) Offrir davantage de possibilités pour favoriser la souplesse, baisser les coûts, améliorer la faisabilité et renforcer la résilience des réseaux.

Principales mesures politiques et réglementaires et principes directeurs en faveur de transformations positives et inclusives

Ces mesures réglementaires et principes directeurs visent à optimiser les avantages tirés des télécommunications et des TIC pour les technologies porteuses de transformations tout en atténuant les risques et en assurant l'application inclusive de ces technologies. Ils soulignent qu'il est important de trouver un équilibre entre l'innovation et une réglementation responsable afin d'avoir des retombées positives pour les sociétés et les économies. En mettant en œuvre ces mesures et principes collectivement, nous, régulateurs, souhaitons créer un environnement propice à des résultats positifs pour toutes les parties prenantes, qui favorise l'innovation, la confiance et le bien-être social.

- 1) **Démarche préventive:** adopter une démarche préventive qui concilie la promotion de l'innovation avec la réduction des risques et la mise en place d'un environnement contrôlé qui permet aux entreprises de tester et de développer leurs produits ou services. Cela comprend l'adoption de cadres réglementaires souples, évolutifs et fondés sur l'anticipation, l'application d'approches réglementaires novatrices telles que les "bacs à sable" réglementaires, les évaluations des incidences réglementaires (RIA), la réglementation collaborative, les exercices d'analyse prospective et la prise de décision fondée sur des preuves.
- 2) **Application de normes:** adopter des règlements qui encouragent la conduite éthique et traitent des

manquements, en établissant des mécanismes de suivi et de supervision destinés à éviter les abus et à maîtriser les risques.

- 3) **Rationalisation de la réglementation et des processus:** réduire les contraintes bureaucratiques pour rationaliser les processus administratifs (par exemple, pour l'octroi de licences).
- 4) **Participation des parties prenantes:** accorder la priorité à la participation des parties prenantes et à la consultation publique inclusives tout au long du processus réglementaire en faisant participer le secteur et la société civile, dans un esprit de collaboration, à la mise en place de marchés concurrentiels et inclusifs.
- 5) **Transparence et responsabilisation dans la prise de décisions fondées sur l'analyse des données:** assurer la transparence, la responsabilisation et la conception inclusive dans les processus réglementaires.
- 6) **Collecte et partage de données:** adopter des mécanismes efficaces de collecte et d'utilisation des données afin de renforcer la capacité d'action du régulateur.
- 7) **Collaboration:** encourager la collaboration entre toutes les parties prenantes de différents secteurs économiques, en faisant participer les décideurs, les régulateurs, les associations de réglementation et appartenant au secteur, le secteur privé, les universités et la société civile aux niveaux régional, national et international, afin d'élaborer des conceptions harmonisées en matière de gouvernance et de réglementation permettant de veiller à ce que les télécommunications et les TIC contribuent à la paix, à la sécurité et au développement durable.
- 8) **Harmonisation réglementaire:** aligner les cadres réglementaires sur les bonnes pratiques internationales.
- 9) **Approche fondée sur les risques:** envisager d'utiliser des principes fondés sur les risques pour améliorer la sécurité et l'efficacité des produits. Mettre en œuvre des mesures de gestion et d'atténuation des risques afin de maîtriser les risques associés aux technologies porteuses de transformations, y compris les capacités en matière de recherche et d'anticipation des décideurs et des régulateurs.
- 10) **Normes de cybersécurité:** appliquer des normes, des stratégies et des réglementations de cybersécurité solides pour se prémunir contre les menaces.
- 11) **Accès équitable:** faire en sorte que l'accès à toutes les technologies, toutes les ressources et tous les services, ainsi que leur utilisation, soient équitables, financièrement abordables, cohérents, résilients



et non discriminatoires afin de réduire la fracture numérique et d'assurer une connectivité efficace.

- 12) **Concurrence et ouverture sur le marché:** favoriser un accès équitable au marché et une concurrence saine entre tous les acteurs et toutes les technologies, y compris les start-up, en assurant une disponibilité suffisante de ressources limitées (par exemple le spectre) et la facilité d'accès à ces ressources, stimuler l'innovation et l'efficacité, et encourager les partenariats avec les acteurs à l'échelle locale et mondiale.
- 13) **Mesures d'incitation réglementaires:** encourager les mesures d'incitation réglementaires et économiques, ainsi que les mécanismes de financement innovants qui stimulent l'investissement et la tarification concurrentielle.
- 14) **Protection des consommateurs et des données:** s'assurer de la mise en œuvre de réglementations en matière de protection des données personnelles et de la vie privée, protéger les intérêts des consommateurs et garantir la responsabilisation des fournisseurs de services.
- 15) **Gouvernance des données:** élaborer des politiques appropriées en matière de gouvernance et de transparence des données afin de trouver un équilibre entre la protection de la confidentialité, de la sécurité et de l'intégrité des données individuelles et organisationnelles et le fonctionnement efficace des flux de données transfrontières.
- 16) **Éthique et sécurité:** favoriser la création de cadres éthiques et de normes sécuritaires pour le développement et le déploiement de technologies porteuses de transformations dans les télécommunications et les TIC, y compris l'intelligence artificielle, compte tenu des considérations telles que la conception centrée sur l'humain et la non-discrimination.
- 17) **Promotion de pratiques éthiques:** favoriser une culture de la responsabilité par l'intermédiaire de codes de conduite à l'échelle du secteur et d'initiatives sur la responsabilité sociale des entreprises dans le secteur des télécommunications et des TIC.
- 18) **Durabilité:** tenir compte des incidences environnementales et socio-économiques de toutes les technologies de télécommunication et de TIC lors de l'élaboration des politiques

et des réglementations. Proposer des mesures incitatives aux entreprises qui adoptent des pratiques responsables et durables, et encourager la recherche et le développement de technologies de télécommunication et de TIC responsables et durables.

- 19) **Éducation et sensibilisation:** investir dans des initiatives de renforcement des capacités et de sensibilisation afin d'améliorer les connaissances, l'alphabetisation et les compétences des décideurs et des régulateurs, et promouvoir les compétences numériques de la population pour garantir une utilisation optimale des technologies de télécommunication et de TIC porteuses de transformations. Il peut s'agir de dispenser des programmes de formation, de fournir une assistance technique et un accès à des ressources et à des compétences pertinentes.

Les décideurs et les régulateurs peuvent encourager les acteurs du marché à:

- 1) **Utiliser l'analyse et l'évaluation des risques:** déterminer les menaces et les possibilités associées aux activités commerciales et élaborer des mesures préventives pour atténuer ces menaces, par exemple en concevant des plans nationaux d'urgence pour les télécommunications, des mécanismes d'assurance et de couverture appropriés, afin de réduire les pertes potentielles.
- 2) **Diversifier les activités:** investir dans différents secteurs ou marchés pour réduire l'exposition aux risques propres à un secteur d'activité.
- 3) **Adopter une approche basée sur la durabilité:** intégrer des pratiques durables dans les activités commerciales afin de réduire les incidences environnementales et de tenir compte des facteurs sociaux dans la prise de décision.
- 4) **Investir dans la recherche et le développement:** allouer des ressources pour rester à l'avant-garde du secteur, stimuler l'innovation et réduire les risques.